



REPUBLIC OF RWANDA/REPUBLIKA Y'U RWANDA

National Commission for the Fight against Genocide

Commission Nationale de Lutte contre le Génocide

Komisiyo y'Igihugu yo Kurwanya Jenoside



-CNLG-

7 AVRIL 1994 : LE DÉCLENCHEMENT DU GÉNOCIDE CONTRE LES TUTSI À TRAVERS TOUT LE PAYS EST LA PREUVE QUE L'ÉTAT RWANDAIS AVAIT PLANIFIÉ L'EXTERMINATION DES TUTSI

Le Génocide perpétré contre les Tutsi a été planifié, et cela transparaît dans les massacres et les discours pleins de haine qui l'ont précédé, mais la planification du génocide est démontrée surtout dans la façon avec laquelle les massacres ont commencé en même temps dans toutes les régions du Rwanda, massacres similaires qui ont visé les Tutsi, qu'ils soient des enfants, des adultes, des femmes, des malades sur leurs lits d'hôpital, dans les lieux de prière, les églises et partout ailleurs.

Après que l'avion du Président Habyarimana ait été abattu par ceux qui ont planifié le Génocide, le Colonel Theoneste Bagosora et d'autres extrémistes ont fait des réunions pour organiser les massacres, ont ordonné la mise en place de barrières dans tout le pays, et la même nuit les Tutsi ont commencé à être tués.

Depuis le 7 avril 1994, à travers tout le pays, les Tutsi ont été tués, jusqu'à ce que les criminels aient perdu la guerre et ont fui le pays avec l'assistance des Français.

C'est dans ce cadre que la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG) va exposer, chaque jour, la façon avec laquelle le Génocide perpétré contre les Tutsi a été mis en œuvre partout dans le pays au jour le jour. Le document ci-après concerne les événements qui se sont passés le 7 avril 1994.



1. Les membres de la Garde Présidentielle à la tête de ceux qui ont exterminé les Tutsi résidant dans la ville de Kigali

Dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, après que le Falcon 50 du Président Habyarimana ait été abattu, les milices Interahamwe et les membres de la Garde Présidentielle ont placé de nombreuses barrières dans la ville de Kigali et commencé à tuer les Tutsi.

Les Interahamwe et les membres de la Garde Présidentielle avaient notamment l'intention d'exterminer les Tutsi qui s'étaient réfugiés au Stade Amahoro de Remera, dans lequel avaient pris position des militaires onusiens de la MINUAR. Ce plan fut mis en échec par les combats engagés par les troupes du FPR Inkotanyi contre les membres de la Garde Présidentielle, ce qui a permis à sauver beaucoup de Tutsi et d'autres membres de la population qui s'étaient réfugiés au Stade Amahoro.

Parmi ceux qui s'y étaient réfugiés et qui ont été sauvés par le FPR Inkotanyi, figure le belge François Veriter qui était consultant dans le domaine de la gouvernance, chargé de la supervision de divers projets du Rwanda financés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

A la même date, le Major Aloys Ntabakuze, commandant du bataillon para commando qui était installé au camp militaire de Kanombe, a ordonné aux membres de ce bataillon d'aller tuer les Tutsi et les membres de l'opposition qui résidaient près de ce camp militaire, dans la localité appelée Kajagari.

A cette date encore, près de 17 Tutsi, dont de nombreux religieux, ont été tués au Centre Christus des Jésuites de Remera. Parmi ceux qui ont été tués figure le Père Jésuite Chrysologue Mahame, âgé de 67 ans, qui dirigeait ce centre et qui était parmi les fondateurs de "l'Association des Volontaires de la Paix" (AVP), dédiée à la défense des droits de l'homme et à la promotion de la paix. Ils ont tous été tués par des membres de la Garde Présidentielle et du bataillon para commando de Kanombe, en collaboration avec des Interahamwe.

2. Assassinat de politiciens opposés au Génocide

Dans le cadre de se débarrasser de politiciens membres de l'opposition au Gouvernement Habyarimana et qui étaient opposés à la mise en œuvre du Génocide, ont immédiatement été tués le Premier Ministre, madame Uwinlingiyimana Agathe ainsi que les dix militaires du contingent belge des troupes de l'ONU qui étaient chargés de sa protection. Ceux-ci ont d'abord été torturés avant d'être massacrés par des militaires de l'armée rwandaise commandés par le Major Bernard Ntuyahaga, lequel a été condamné pour ces massacres à 20 ans de prison en 2007 par une juridiction belge. Apres avoir purgé sa peine, il a été envoyé au Rwanda où il réside actuellement.



Parmi ceux qui ont été tués, figurent également Kavaruganda Joseph, Président de la Cour Constitutionnelle, le ministre Frédéric Nzamurambaho, Président du parti PSD, Me Félicien Ngango, Vice-président du PSD, et son épouse Odette Ubonabensi, Faustin Rucogoza, ministre de l'information et membre du MDR, ainsi que Landouald Ndasingwa, membre du PL et qui fut très vite assassiné par des membres de la Garde Présidentielle.

La radio Muhabura du FPR Inkotanyi a été la première à dénoncer les massacres des Tutsi et des politiciens Hutu opposés au Génocide. Le commandant en chef des troupes du FPR Inkotanyi a déclaré que le FPR avait l'insigne devoir de protéger les membres innocents de la population qui se faisaient tuer, et il donna ses instructions pour arrêter le Génocide.

3. L'extermination des Tutsi a commencé dans tout le pays après l'annonce de la mort du Président Habyarimana.

Dès la nuit du 6 avril 1994, les radios Rwanda et RTLM ont diffusé un communiqué signé par le Colonel Theoneste Bagosora, directeur de cabinet du ministre de la défense, au nom de celui-ci, annonçant la mort du Président Juvénal Habyarimana et demandant à la population de rester à la maison, dans le but d'organiser le massacre des Tutsi sans que ceux-ci puissent fuir; immédiatement, à travers la ville de Kigali, surtout dans les localités de Kacyiru et Kimihurura, les Interahamwe installèrent des barrières et commencèrent à tuer les Tutsi. En même temps, les massacres des Tutsi commencèrent dans tout le pays. Les massacres étaient coordonnés par les bourgmestres et les autres autorités locales.

Les massacres commencèrent immédiatement dans la Commune Giciye, dans Gisenyi, de nombreux Tutsi furent tués, dont l'épouse de Bazivamo Christophe, alors employé d'un projet agricole de cette région.

Dans la Commune Gicumbi, dans Kigali, le Bourgmestre Juvénal Rugambarara a commencé à mettre en œuvre le Génocide contre les Tutsi. Ce même Rugambarara a avoué devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) avoir personnellement tué près de 100 Tutsi, et il fut condamné pour crime de génocide.

Le 7 avril 1994, les massacres des Tutsi atteignirent Nyamata, dans le Bugesera, et Sake, en Préfecture Kibungo.

Dans l'ancienne Commune Runda, en District Kamonyi, les massacres ont également commencé le 7 avril 1994. Les Tutsi qui y résidaient ont été tués dans les localités de Biharabuge, près de la rivière Nyabarongo, à Ruramba, à Isenga, sur le pont de la Nyabarongo, à Gasharara, à Idongo, à la station d'essence de Runda, à la barrière de Bishenyi, tandis que d'autres furent jetés dans le lac Cyabariza. De grands génocidaires sont originaires de Runda et y ont déclenché le Génocide; parmi eux Kamana Claver, un entrepreneur en construction de bâtiments, Uwimana Pélagie, enseignante, et Ndayambaje Sixbert, Bourgmestre de Runda.



Le même jour dans l'ancienne Commune Kayenzi, dans Gitarama, les Tutsi furent massacrés à Cocobeka et à Intwari, près de la rivière Nyabarongo, actuellement en District Kamonyi. Dans la Commune Gisuma, en Préfecture de Cyangugu, les gendarmes ont commencé à tuer les Tutsi tout comme à Ruramba dans la région de Nyaruguru.

Dans la Commune Muko, en Préfecture Gikongoro, actuellement en District Nyamagabe, près de 100 tueurs, dirigés par le chef de la police communale et le Bourgmestre Kayihura Albert, ont tué six Tutsi qui s'étaient réfugiés à la paroisse de Mushubi, parmi eux le comptable de la commune, Michel Gacendeli, et sa famille.

Dans la ville de Gisenyi, le Colonel Anatole Nsengiyumva qui commandait le camp militaire de Gisenyi, a immédiatement organisé une réunion à laquelle ont participé des Interahamwe, des Impuzamugambi, militaires et gendarmes, et au cours de laquelle il fut décidé d'installer des barrières partout en ville et de commencer à tuer tous les Tutsi. La plupart des Tutsi furent tués à leurs domiciles, des véhicules transportèrent les corps des victimes pour jeter ceux-ci dans des fosses creusées à cet effet dans le cimetière de Gisenyi qui fut désormais appelé par les tueurs, "Commune Rouge".

A Nyundo, les massacres commencèrent immédiatement pour se poursuivre les jours suivants. Plus de 800 Tutsi, dont de nombreux femmes et enfants, s'étaient réfugiés à la paroisse catholique de Nyundo et furent presque tous massacrés. Ce massacre fut planifié et coordonné par le Colonel Anatole Nsengiyumva.

Le soir du 7 avril 1994, près de 50 Tutsi furent également tués au petit séminaire de Nyundo tandis que quelques 150 autres furent massacrés à la paroisse catholique de Busasamana, en diocèse de Nyundo.

Toujours le même jour, à Kabasheja, actuellement en secteur Rugerero, dans Gisenyi, des Tutsi qui avaient été amenés de la Commune Rubavu par de Interahamwe, furent tués tandis que d'autres le furent au Centre St Pierre, dans une maison de l'évêché, à l'ancienne Rwandex de Gisenyi, à l'église de la paroisse Stella Maris et à la Commune rouge.

Des massacres eurent également lieu dans les régions de Mutura et Rwerere, à Mudende et dans la région de Bigogwe, où les Tutsi furent tués par des militaires du camp militaire de Bigogwe.

4. L'extermination de Tutsi a été déclenchée à Ruhengeri par une réunion dirigée par le secrétaire général du MRND, Nzirorera Joseph

Le 7 avril 1994, a eu lieu une réunion qui devait déclencher le Génocide, laquelle réunion a été dirigée par Nzirorera Joseph qui était Secrétaire General du MRND, et à laquelle ont participé le Colonel Ephrem Setako, Harerimana Emmanuel, Bourgmestre de la Commune Mukingo, le Colonel Augustin Bizimungu, Casimir Bizimungu, Jean Baptiste Nyabusore, Esdras Baheza,



Jonathan Bambonye, Jean Damascène Niyoyita, Dominique Gatsimbanyi, Bourgmestre de la Commune Nkuli, Assiel Ndisetse et Lazare Ndangiza.

Les Interahamwe sont restés à l'extérieur, attendant les décisions qui seraient prises. Il fut décidé de commencer les massacres des Tutsi dès le lendemain matin, de distribuer des armes à la population et d'installer des barrières dans différents endroits. Le Colonel Bizimungu fut désigné pour mettre en œuvre les décisions prises, et après la réunion il procéda à la distribution d'armes à la population et aux dirigeants des Interahamwe, dont le bourgmestre Kajerijeri et Baheza Esdras.

Tous les Tutsi qui s'étaient réfugiés à l'institut supérieur de l'agriculture et de l'élevage ISAE Busogo furent tués tandis que des policiers et des Interahamwe en tuèrent quelques 43 autres qui s'étaient réfugiés à la paroisse de Busogo.

A cette date du 7 avril 1994, vers 15h de l'après-midi, tous les Tutsi de la région avaient été tués, de sorte que les Interahamwe qui se faisaient appeler Amahindure, un groupe de tueurs de la Commune Mukingo, allèrent tuer dans d'autres régions dans Ruhengeri; c'est dans ce cadre qu'ils sont allés tuer les Tutsi qui s'étaient réfugiés à la cour d'appel dans la ville de Ruhengeri, ainsi qu'à Nyabihu, Musumba (Nkuri) et Nyakinama

Des Tutsi qui s'étaient réfugiés à Bugarama en Préfecture Cyangugu, actuellement en District Rusizi, après avoir été pourchassés, enlevés de leurs domiciles pour être tués et jetés dans les rivières Rusizi, Ruhwa et Rubyiro. Ces massacres ont été organisés par Yussuf Munyakazi et le directeur de l'usine CIMERWA, Marcel Sebatware qui a fui pour la Belgique dont il a reçu la naturalisation.

Des Tutsi ont aussi été tués à Gikundamvura (Hinduka) en Préfecture Cyangugu, en District Rusizi, au centre de Kivuruga en District Gakenke, au bureau de la Commune Musasa, dans l'ancienne Préfecture Kigali Ngari et ses alentours, à Muhondo en District Gakenke, au bureau de la Commune Tare dans Kigali Ngari, à l'hôpital de Nemba et dans le centre de Gakenke.

Le même jour ont également été tués des Tutsi à Kananira dans la région de Nkunku (Cyangugu), tout comme d'autres Tutsi qui s'étaient réfugiés à l'église adventiste de Rwesha, actuellement en Secteur Mukamira après avoir été amenés du secteur Nanga en Préfecture de Ruhengeri (actuellement en District Nyabihu), tout comme d'autres Tutsi qui s'étaient réfugiés à l'église adventiste de Gisizi en Secteur Muringa, District Nyabihu, tout comme d'autres Tutsi qui s'étaient réfugiés au camp militaire de Mukamira, tout comme ceux qui s'étaient réfugiés à l'église de Rambura en Secteur Rambura en District de Nyabihu, tout comme ceux qui s'étaient réfugiés au camp militaire de Bigogwe en Préfecture Gisenyi, tout comme les Tutsi qui s'étaient réfugiés au Secteur Byahi en Préfecture Gisenyi, actuellement en District Rubavu.



CONCLUSION

Le Génocide perpétré contre les Tutsi a été planifié et exécuté par l'Etat. Le fait que depuis le 7 avril 1994 au matin, les Tutsi ont été en même temps massacrés sur toute l'étendue du pays, à partir de Kigali, Gikongoro, Cyangugu, Ruhengeri, Gisenyi et ailleurs, démontre sans le moindre doute que le Génocide avait été planifié par l'Etat rwandais.

Commémorer le Génocide perpétré contre les Tutsi, en sauvegarder les preuves, est nécessaire parce qu'est une façon d'apporter notre soutien à l'unité et à la réconciliation entre les Rwandais et de sauvegarder les bienfaits apportés aux Rwandais par le Gouvernement actuel. Rappeler l'histoire du Génocide est nécessaire pour lutter contre ceux qui le nient ou le minimisent, tout comme ceux qui sont hostiles à la reconstruction du pays.

Fait à Kigali le 7 avril 2020



Dr Bizimana Jean-Damascène

Secrétaire Exécutif

Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG)